

Suite...

NKM : Nous avons peut-être trop dissocié, y compris dans nos têtes, la question du taux de fécondité de celle du vieillissement. D'ailleurs, quand on regarde les taux de fécondité, on se rend compte que la bonne situation de la France posera à terme des problèmes dans nos relations avec nos voisins : en Allemagne, en Italie, en Pologne, ce taux est dramatiquement bas. L'Allemagne d'ici à quelques décennies sera moins peuplée que la France et ce ne sera pas sans conséquence en termes politiques et d'équilibre interne en Europe... Mais sur le plan démographique, une autre chose me frappe : les évolutions ne se font pas au même rythme dans le Nord et le Sud. Un des indices du vieillissement d'une nation peut se mesurer au nombre d'années qu'il faut pour voir doubler le nombre de ses plus de 65 ans. En France, cela a pris un peu plus d'un siècle. Dans les pays du Sud, du fait des politiques mises en place ou des évolutions économiques cela va beaucoup plus vite. Un pays comme la Chine est très brutalement confronté au problème du vieillissement de sa population, avec un retentissement beaucoup plus violent. Du coup, nos enjeux sont très différents : au nord, nous devons adapter nos systèmes sociaux. C'est douloureux mais on entrevoit des solutions. Au sud, où de tels systèmes n'existent carrément pas, le bouleversement est total. C'est un véritable choc alors même que les solidarités familiales sont en cours de délitement dans certains de ces pays.

HJ : Tous les pays du monde vieillissent et nous n'en avons pas assez conscience, mais ils ne vieillissent pas au même rythme, y compris en Europe et surtout la situation de l'emploi au sein de l'Union est très différente d'un pays à l'autre. Ainsi au Royaume Uni et dans les pays scandinaves, le taux d'emploi (la proportion de la population d'âge actif effectivement en emploi) se situait aux alentours de 70% en 1970 et il a continûment augmenté pour y approcher les 80%. Au contraire, en France, le taux d'emploi est resté depuis 40 ans désespérément bas, aux alentours de 60%. Confrontée à un environnement international et aux mêmes changements technologiques, la France a pratiqué une politique d'ajustement par le sous emploi, celui des jeunes et a fortiori celui des seniors. Ceci à l'évidence constitue un obstacle majeur à l'allongement nécessaire de la durée d'activité professionnelle qui s'imposerait si nous voulions préserver les droits à retraite futurs.

NKM : Indéniablement, l'un des enjeux est l'employabilité en général, notamment celle des seniors. Un certain nombre de politiques publiques se mettent déjà en place. Mais la situation de crise que nous vivons n'est pas la plus favorable, ni pour mesurer l'impact réel de ces politiques, ni pour les faire décoller.

HJ : Justement, puisque vous y faites référence : comment la secrétaire d'Etat à la prospective analyse-t-elle la crise ? Pour moi, plusieurs crises sont emboîtées. Il y a surtout une crise financière, dont certains disent qu'elle est derrière nous... Hélas car le financier va refaire n'importe quoi ! Puis une crise économique, face à laquelle tous les pays n'ont pas la même vulnérabilité. Puis, enfin, une crise de modèle de développement.

NKM : Nous entendons souvent que nous sommes dans une crise du sens. J'inverse les termes. Quel est le sens de la crise ? C'est notre rôle à nous politiques de faire en sorte, à travers notre action, que la crise exprime son sens ou en trouve un, à supposer qu'elle n'en ait pas. A mon avis, elle en a un. Dans le travail que nous avons mené avec Daniel Cohen sur les modèles de croissance, nous avons beaucoup travaillé sur la consommation. Il y a cette idée, développée à l'époque par Edgar Morin, que nous étions dans une ère de la quantité qui aspire à devenir une ère de la qualité, où la consommation serait une recherche d'accomplissement de soi, d'épanouissement. Quelque chose qui relève beaucoup plus de l'être que de l'avoir. La bonne nouvelle, me semble-t-il, c'est qu'ici nos désirs, même s'ils sont parfois fantasmés, rencontrent nos besoins. C'est formidable d'avoir envie de ce dont on a besoin. Et le mariage de l'écologie et du numérique peut nous offrir une partie de la solution. Passer d'un système dans lequel les flux de consommation ou d'énergie sont absolument délirants pour aller dans un système où l'on satisfait les besoins au plus près géographiquement et les désirs au plus proche de ce qu'ils sont.

HJ : Le rapport de Daniel Cohen est tout à fait intéressant. Mais, à mon avis, vous auriez pu aller un tout petit peu plus loin. Si je vous suis bien, vous êtes en train de dire que nous allons passer d'une économie de la production de masse, devenue depuis une production sur mesure, à une économie de la fonctionnalité, à savoir que l'enjeu n'est plus de détenir un bien mais de disposer d'un service. A quoi par exemple nous sert-il d'avoir une voiture à temps plein ? Je crains que l'on ait amorcé trop timidement ce virage. C'est là où, pour moi, votre rapport ne va pas assez loin...

NKM : C'est pile la suite de la mission que j'ai confiée à Michelle Debonneuil, qu'elle exprime quant à elle sous les termes « d'économie du quaternaire ». Il devrait sortir bientôt. Selon elle, l'économie de la fonctionnalité réconcilie industrie et services puisqu'il s'agit de produire du service au plus près des besoins de chacun. Michelle de Bonneuil avait travaillé sur les services à la personne et se montre un peu déçue sur ce que nous avons fait par la suite, estimant que nous étions trop dans le « petit boulot ». Elle propose là d'aller plus loin. J'aimerais que nous profitions du grand emprunt pour décliner un certain nombre de ses propositions.

HJ : Primaire, secondaire, tertiaire ou quaternaire, à mon sens, sont intimement liés. Dire que l'on ne sortira pas de la crise dans le même état que lorsque nous y sommes entrés, implique sans doute d'abord que l'on s'entende sur la nature réelle de la crise, ensuite que l'on prenne conscience de la fondamentale transformation qui s'impose dans notre système productif et que l'on se dote en l'espèce d'une véritable stratégie de développement économique et sociale qui, aujourd'hui, ne me paraît ni très claire, ni nécessairement en phase avec les défis du futur.

NKM : Moi je veux faire en sorte que les travaux de Prospective percutent aujourd'hui avec une vision d'avenir. Cette vision s'exprime d'une certaine façon à travers le grand emprunt, à travers les priorités qui sont les siennes. Et je me suis beaucoup battue pour que le numérique y trouve sa place. C'est le cas à hauteur de 15%.

HJ : J'admire beaucoup ce que vous faites sur le numérique, mais quelque chose me manque. On oublie de booster les petites et moyennes entreprises innovantes. Par exemple, sur les crédits impôt/recherche, je suis très sincèrement inquiet de voir que les gagnants sont toujours un peu les mêmes, les grandes entreprises qui ne sont pas nécessairement les plus entrepreneuriales et innovantes.

NKM : Nous l'avons fait sur le volet numérique du plan de relance. Tous les appels à projet lancés à partir de ce ministère intégraient un bonus donné aux PME : elles avaient plus de chance d'obtenir les financements et, en plus, quand elles les obtenaient, la part des subventions pouvait atteindre 45 % des dépenses contre 25 % pour une grosse entreprise. Je défends aussi l'idée que, dans la partie numérique du grand emprunt, puissent figurer des investissements dans le « cloud computing », c'est-à-dire dans les services qui peuvent être partagés entre des PME qui n'ont pas les moyens de se payer ces outils informatiques.

HJ : Les PME ont beaucoup de peine à monter en puissance. Résultat, la France a inventé beaucoup de choses (carte à puces, micro-ordinateurs...) mais elles ont été développées ailleurs.

NKM : Les entreprises partent de moins en moins pour des problèmes de financement car nous avons développé assez fortement le capital risque sur le numérique. Je ne dis pas que tout est parfait mais un rattrapage s'est opéré. En revanche, le marché est toujours aussi étroit, parce que l'Europe est restée très segmentée et une quantité d'entreprises s'expatrient aux Etats-Unis parce qu'elles y trouvent un marché plus vaste. Par conséquent, un des enjeux est d'unifier le marché européen et d'avoir d'abord une politique du numérique pas seulement sur les infrastructures, mais aussi sur les contenus, les acteurs, les pratiques, portée au niveau européen. C'est là un travail à mener avec la nouvelle commissaire européenne, sachant que l'ancienne n'avait pas été particulièrement sensible à ce sujet...

HJ : Je souscris à l'importance que vous portez au numérique. Mais je me demande si nous attachons suffisamment d'importance aux applications, à l'acceptabilité sociale et incidemment aux questions politiques et éthiques qui vont inéluctablement se poser. Je pense par exemple à l'usage du numérique à des fins sécuritaires qui correspondent à une demande sociale, mais qui vont restreindre notre liberté. Ou dans le domaine de la santé, avec des technologies dont les usages peuvent être aussi prometteurs que menaçants.

NKM : Historiquement, les politiques publiques ont été assez peu branchées sur les usages numériques. Ils considéraient que la responsabilité publique, c'était l'accès. Je veux donner une nouvelle impulsion aux politiques publiques en matière d'usages numériques. Le message principal que j'ai martelé, martelé, martelé, auprès de la commission Juppé-Rocard du grand emprunt était : « Il nous faut au moins autant sur les usages et les pratiques que sur les infrastructures ». Dans les 4,5 milliards d'euros, on a 2 milliards pour les infrastructures et 2,5 milliards pour les usages, les pratiques, les contenus, par exemple. Nous irons chercher des applications sur le marché mondial mais il nous appartient d'imprimer notre marque. Le numérique, ce n'est pas seulement de l'économie numérique, c'est aussi la société numérique au service de la société française et cela se développe en France avant tout.

HJ : Je vais vous provoquer amicalement. J'ai le sentiment que depuis vingt ou trente ans, la politique relève beaucoup trop de la gestion et de la communication, au détriment de ce qui, pour moi, fait la noblesse du politique, à savoir sa capacité à être porteur d'un projet de société ou d'une vision pour le pays ? J'attends énormément du politique et encore plus de la ministre de l'Avenir. Vous avez une position très exceptionnelle et un rôle tout à fait majeur à jouer pour redonner un peu de souffle, d'élan et de sens à l'action collective. Mais cela implique un engagement sur des objectifs, pas seulement sur des moyens.

NKM : Après la planification, dans laquelle la finalité était assez clairement établie, les procédures très organisées, nous avons dû faire évoluer la prospective vers quelque chose de plus contemporain, qui ne soit pas pour autant de l'ordre de la prédiction. Je ne parle pas seulement du Conseil d'analyse stratégique mais de tout ce qu'il y a autour. C'est une vraie révolution culturelle. Je ne prétends pas représenter sur ce sujet la fin de l'histoire. Mais je pense que nous sommes en train de retomber sur nos pieds. Dans cinq ans, on pourra dire quelle a été l'utilité et la pertinence de qu'on a produit dans l'année 2009-2010. Le débat, par exemple, sur l'économie des fonctionnalités, vu dans cinq ans, aura-t-il eu du sens ? En tout cas, j'ai l'impression que nous répondons mieux aux exigences du moment.

Propos recueillis par **Pierre KUPFERMAN et Olivier PINAUD**